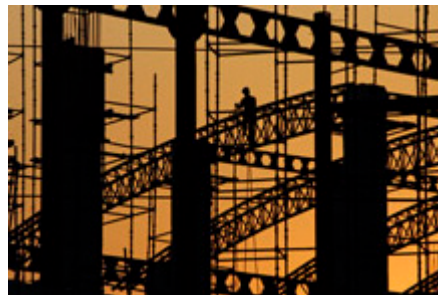


Bulletin du FMI

RÉUNION DU G-20

La croissance peut s'accélérer si les politiques appropriées sont menées, selon le FMI

Bulletin du FMI en ligne
5 juin 2010



Chantier en Inde. La croissance pourrait ralentir dans les pays émergents si le rééquilibrage budgétaire était trop prononcé dans les pays avancés (photo: Reuters/Kamal Kishore)

- Une croissance plus rapide déboucherait sur la création de 30 millions d'emplois
- Il faut continuer de coopérer et de mener des politiques cohérentes à l'échelle internationale
- Il convient d'intensifier la réforme du secteur financier, selon le G-20

L'économie mondiale se redresse plus rapidement que prévu après la récession mondiale, mais le rythme de la reprise est inégal et pourrait être plus rapide si la coordination était meilleure et si les politiques appropriées étaient appliquées, a déclaré le Directeur général du FMI, Dominique Strauss-Kahn.

Après une réunion des ministres des finances et des gouverneurs de banque centrale du [Groupe des Vingt](#) (G-20) qui s'est tenue à **Busan, en Corée du Sud**, M. Strauss-Kahn a déclaré aux journalistes que, selon les simulations du FMI, la production mondiale pourrait être rehaussée de 2,5 % sur les cinq prochaines années si le G-20 continuait de coordonner son action et évitait les pièges.

« Si l'action reste coordonnée, l'économie mondiale peut obtenir de bien meilleurs résultats, et la croissance mondiale pourrait être rehaussée de 2,5 %, ce qui représenterait 30 millions d'emplois à l'échelle mondiale », a noté M. Strauss-Kahn. Si, toutefois, les dirigeants mondiaux, qui devraient se rencontrer fin juin à [Toronto](#), n'attaquaient pas de front les problèmes de l'économie mondiale, un scénario négatif risque aussi de coûter environ 30 millions d'emplois.

« Ce qui est donc en jeu à Toronto, à savoir la différence entre une bonne politique et une mauvaise politique, c'est 60 millions d'emplois ».

Risques pesant sur la reprise

Bien que le monde sorte de la récession et de la crise financière mondiale, les pays font face à diverses menaces, notamment des déficits budgétaires préoccupants dans certains pays avancés, la perspective de bulles des actifs dans quelques pays émergents et le risque que l'assainissement des finances publiques dans une partie du monde aient des répercussions sur la croissance ailleurs, en particulier dans des pays exportateurs à croissance plus rapide.

Lors de leur [sommet à Toronto](#), les dirigeants mondiaux examineront diverses possibilités d'action, qui reposent sur des scénarios du FMI, auxquels ont contribué l'Organisation de coopération et de développement économiques, l'Organisation internationale du travail, d'autres organisations internationales et la Banque mondiale dans un rapport intérimaire.

Dans un [communiqué](#), les ministres du G-20 ont déclaré que « la volatilité récente des marchés financiers nous rappelle qu'il subsiste des problèmes substantiels et souligne l'importance de la coopération internationale. La vigoureuse réaction du G-20 face à la crise a joué un rôle essentiel pour ramener la croissance et nous sommes prêts à préserver la reprise et à renforcer les perspectives en matière de croissance et d'emploi ».

Le FMI devrait mettre à jour sa prévision de la croissance mondiale début juillet. Lors de sa dernière évaluation en avril, il indiquait que la croissance mondiale pourrait atteindre 4,2 % cette année. Depuis, toutefois, les marchés financiers ont été secoués par des craintes concernant des déficits budgétaires élevés dans certains pays d'Europe.

Remous sur les marchés

En mai, le FMI et l'Union européenne ont arrêté un [montage financier de 110 milliards d'euros](#) pour aider la Grèce à sortir de la crise de la dette, à relancer la croissance et à moderniser son économie, tandis que les craintes des marchés concernant les déficits dans plusieurs autres pays ont fait chuter l'euro.

Les ministres ont déclaré que les événements récents en Europe soulignent qu'il importe d'avoir des finances publiques viables et que les pays doivent mettre en place des mesures crédibles et propices à la croissance pour garantir la viabilité de leurs finances publiques, en fonction de leur situation nationale. « Les pays qui ont de graves problèmes budgétaires doivent accélérer le rythme du rééquilibrage. Nous notons avec satisfaction que certains pays ont annoncé récemment qu'ils allaient réduire leur déficit en 2010 et renforcer leurs systèmes et institutions budgétaires. Dans la limite de leurs capacités, les pays développeront les sources intérieures de croissance, tout en préservant la stabilité macroéconomique. Cela contribuera à assurer la reprise en cours. »

À la question de savoir si le changement de priorité du G-20, qui privilégie maintenant la réduction des déficits, lui convient, M. Strauss-Kahn a répondu : « Oui, tout à fait. Je ne plaide pas en faveur de la relance budgétaire, mais bien en faveur de la politique budgétaire appropriée ».

M. Strauss-Kahn a ajouté : « Certains pays doivent opérer un rééquilibrage vigoureux, d'autres doivent normaliser leur situation rapidement et d'autres pourraient laisser expirer les mesures de relance.

Réforme du secteur financier

Les ministres, qui se préparaient au sommet de Toronto, ont souligné aussi qu'il faut accélérer la réfection et la réforme du secteur financier à la suite de la crise mondiale, car c'est essentiel pour assurer la reprise de l'économie mondiale.

Ils se sont accordés sur les points suivants :

- Il convient d'**accroître la transparence** et de renforcer les bilans des banques, ainsi que d'améliorer la gouvernance des sociétés financières.
- Il faut **renforcer les normes de fonds propres et de liquidités**. « Il est essentiel que nos autorités de réglementation bancaire établissent des règles en matière de fonds propres et de liquidités qui soient suffisamment rigoureuses pour permettre à nos sociétés financières de faire face à de nouvelles crises financières mondiales. Comme nous en sommes convenus, ces règles seront introduites progressivement à mesure que la situation financière s'améliore et que la reprise s'installe, en vue d'être appliquées d'ici à 2012. »
- Le secteur financier doit prendre en charge une **partie juste et substantielle** du coût des interventions publiques, où elles se produisent, pour réparer le système bancaire ou financer des mesures de règlement. « À cette fin, tout en étant conscients qu'il existe toute une série d'approches, nous sommes convenus d'établir des principes qui témoignent de la nécessité de protéger les contribuables, de réduire les risques provenant du système financier et de protéger le flux du crédit en phase d'expansion et de récession, en tenant compte des circonstances et des options de chaque pays, et en favorisant une concurrence ouverte. »
- Il convient de prendre des mesures vigoureuses pour améliorer la transparence, la réglementation et le **contrôle des fonds spéculatifs, des agences de notation**, des pratiques en matière de rémunération et des dérivés de gré à gré d'une manière qui soit cohérente sur le plan international et sans discrimination.
- Il faut établir un ensemble unique de **normes comptables mondiales** de qualité. Les ministres ont engagé le International Accounting Standards Board et le Financial Accounting Standards Board à redoubler d'efforts à cet effet.

Au sommet de Toronto, le FMI présentera un rapport final sur les moyens de taxer le secteur financier et de protéger les contribuables lors des crises futures.

Réforme de la gouvernance du FMI

Les ministres ont appelé à accélérer les travaux substantiels qui restent à accomplir pour que le FMI achève la réforme de la [représentation et des quotes-parts de ses pays membres](#) d'ici le sommet de Séoul prévu en novembre. Ils ont souligné aussi qu'il est urgent de mettre en œuvre le train de réformes des quotes-parts et de la représentation arrêté en avril 2008.

En ce qui concerne les ressources financières du FMI, les ministres ont souligné que le G-20 est déterminé à veiller à ce que le FMI dispose de suffisamment de ressources pour jouer le rôle important qui est le sien dans l'économie mondiale.